

Éthiopiennes n° 104-105.
Littérature, philosophie, sociologie, anthropologie et art.
1^e et 2^e semestres 2020.
Sociétés et environnement et autres textes

**L'ÉCOFÉMINISME POSTCOLONIAL AFRICAIN COMME UNE
STRATÉGIE DE LUTTE POUR LA SURVIE ET LA DURABILITÉ**

Par Youssoupha MANÉ*

Spare the Birds! (2016) un titre d'ouvrage de Carolyn Merchant, l'une des philosophes écoféministes les plus prolifiques, est lourd de sens dans ce contexte d'urgence sanitaire marquée par la pandémie Covid-19. Ce virus hyper contagieux qui secoue et étouffe presque tous les secteurs d'activités économiques à l'échelle planétaire, mettant à genoux les plateaux médicaux les plus sophistiqués, sans compter les milliers de morts, sonnerait comme un appel à l'ordre de Mère Nature ou une alerte pour protéger la faune sauvage. Car le virus proviendrait de la consommation de la viande de la chauve-souris ou du pangolin, animaux considérés comme des réservoirs à virus.

Cette crise sanitaire est corollaire de l'urgence climatique causée par l'action anthropique motivée par l'envie irrésistible et perpétuelle de dominer et de dompter la nature (déforestation et braconnage excessifs, urbanisation et industrialisation galopantes, surexploitation et surutilisation des énergies fossiles). Ces crimes contre la nature ont abouti à des catastrophes écologiques sans précédent, se matérialisant par la hausse des températures moyennes et la récurrence

* Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal

des chaleurs extrêmes, qui, à l'hémisphère nord, même se traduisent aujourd'hui par la fonte des glaciers et de la banquise. À cela s'ajoutent la sécheresse, les modifications de l'aire de distribution de certains animaux et espèces végétales, la hausse du niveau des mers, la destruction des écosystèmes rares et précieux, la désoxygénation et l'acidification des océans. Face à ces manifestations concrètes du changement climatique qui ne cessent de s'accumuler, des femmes dotées d'une éthique environnementale et dont la survie dépend foncièrement de la préservation de l'environnement, ont décidé de se dresser contre le système capitaliste-patriarcal, violeur et dompteur de la nature à travers laquelle elles s'identifient. Une telle assimilation à la nature apparaît à travers diverses métaphores telles que « terres vierges », « la guerre des hommes contre

la nature », « pénétrer les secrets de la nature » qui revoient sans ambiguïté aucune aux assauts/sexuels contre la nature ou par ricochet contre la femme soumise et passive, d'où l'écoféminisme. Ce concept est né de la jonction des pensées féministes et écologistes pour lutter contre l'organisation sexiste de la société et la destruction de l'environnement. Toutefois, il ne faut pas tomber dans l'essentialisme, car les hommes aussi peuvent être sensibles et protecteurs envers la nature. Parmi ces hommes, on peut citer Ken Saro-Wiwa, pionnier de l'écologie politique au Nigeria, exécuté par le gouvernement d'Abuja parce qu'il défendait les populations du Delta du Niger contre les dégâts écologiques perpétrés par le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch Shell, sur les territoires du peuple Ogoni, dans son État natal de Rivers ; son compatriote et héritier Nnimmo Bassey ; le Sénégalais Ali El Haidar ; le Malien Seyni Nafou ; le Zimbabwéen Tichafa Makovere, etc.

Le terme écoféminisme serait apparu en 1974 en France. Françoise d'Eaubonne, intellectuelle, pionnière du mouvement de réflexion Écologie-Féminine fondé en 1978, aurait introduit pour la première fois ce néologisme et mot-valise écoféminisme. D'Eaubonne écrit d'ailleurs dans son ouvrage *Féminisme ou la mort* réédité en 2018 qu'elle « estimait utile de confier les soins du sauvetage planétaire au courant de libération des femmes ». Le terme est né, mais les définitions et les courants vont dès lors se multiplier.

En Afrique, c'est aussi dans la partie anglophone, au Kenya, que l'écoféminisme s'est visiblement matérialisé à travers sa figure de proue, Wangari Muta Maathai. Cette contribution jette la lumière sur l'analyse des caractéristiques de l'écoféminisme africain, sur sa pionnière Wangari Maathai et l'héritage qu'elle a légué aux mouvements écoféministes actuels.

1. Les spécificités de l'écoféminisme africain

La distinction qu'il faut établir entre l'écoféminisme occidental et celui africain réside essentiellement dans le fait que le premier est considéré comme étant du *care*, c'est-à-dire la capacité à se soucier, à se préoccuper, à « éprouver de la sympathie, de la compréhension et de la sensibilité à la situation et au destin de certains êtres particuliers, et à se porter responsable pour d'autres » (Plumwood, 1998, p.295). Il prône un écoféminisme à travers lequel les êtres vivants ne devraient plus être appréhendés comme des atomes isolés, mais dans leur capacité à tisser et à entretenir des relations. Cette éthique environmentaliste serait bien en phase avec la vision, relationnelle, caractéristique de l'écologie : toutes les créatures font partie d'un ensemble cohérent dont les composantes sont interdépendantes. Voilà *la Land ethic*, l'éthique environnementale occidentale dont la démarche s'appuie essentiellement sur la narration des questions ethico-environmentales et de l'affect qui en découle. Au centre de cette problématique environnementale, l'émotion serait plutôt hellène alors que le pragmatisme écologique serait nègre. Cependant, cela relèverait d'un truisme de dire que les sociétés africaines ont toujours été dans leur grande majorité des populations rurales, dont la subsistance repose sur la terre, qu'il s'agisse de peuples agriculteurs ou cueilleurs, chasseurs ou éleveurs et que les conditions de l'environnement en Afrique noire sont, et ont toujours été, à travers l'histoire, relativement difficiles. C'est dans ce

contexte de vulnérabilité écologique que les sociétés agraires africaines ont su instaurer, d'après Catherine Coquery-Vidrovich, des « des institutions sociales attentives à protéger leur environnement tout en ménageant autant que faire se peut un certain équilibre entre les nécessités de production et les impératifs politiques » (p 486). Donc, face à deux réalités écologiques différentes, deux types de stratégies de combats écologiques opposées se sont développées.

À côté de cet écoféminisme relevant du *care* autrement qualifié d'écoféminisme culturel qui se borne à étudier et à analyser la structurelle relationnelle que la femme occidentale entretient avec l'environnement, de manière à laisser poindre les multiples sortes de violation que la nature ne cesse de subir, en Afrique et dans les pays du Sud, il existe en Afrique un écoféminisme socio-politique ou militantiste.

Dans *Ecofeminism* (1993), Vandana Shiva & Maria Mies pensent que dans ce type d'écoféminisme africain, la femme africaine se retrouve engagée dans trois fronts de guerre. Elle doit d'abord se défaire du joug du patriarcat afin de s'émanciper ; ensuite défendre la nature à laquelle elle s'identifie contre l'exploitation des hommes ; et enfin livrer un combat de longue haleine contre le colonialisme ou le post-colonialisme. Dans *Génocides tropicaux, catastrophes naturelles, et famines coloniales (1870-1900)*, Mike Davis montre comment plus de cinquante millions de personnes sont mortes dans d'épouvantables cycles de famines en Afrique, en Asie et en Amérique. Déclenchées par un phénomène climatique aujourd'hui connu sous le nom d'El Nino, la sécheresse et les inondations provoquent des épidémies terribles et l'exode des populations rurales. Davis y montre du doigt la « négligence active » des admirateurs coloniaux pour avoir mis en place la politique économique meurtrière de libre échange qui n'a fait qu'aggraver cette tragédie humanitaire. Ainsi, Davis explique comment l'héritage d'une domination coloniale a donné un coup de massue aux potentialités économique-environnementales des pays colonisés et dont la femme est la première à souffrir de profonde dégradation environnementale qui s'en est soldée.

Si en Europe, le mouvement écoféministe « s'est perdu dans des débats théoriques » (Burgal-Goutal, 2018, p.70.) avec de beaux discours verdissants, en Afrique la démarche écoféministe s'est avérée beaucoup plus pragmatique à travers un militantisme accru, intrinsèquement lié au contexte du continent. L'écoféminisme occidental semblerait connaître ses heures de gloire dans le monde anglo-saxon, plus précisément aux États-Unis où des mouvements écoféministes à l'image de *Women and life and Earth* se sont créés. Mais Richard Grove, s'appuyant sur des travaux d'historiens, octroie la maternité écologique à l'Afrique. Il montre que les explorations des Européens dans les tropiques, puis rapidement les modifications radicales apportées aux milieux, ont fait émerger une sensibilité environnementale, antérieure aux mouvements écologiques nord-américains.

Le stratagème d'exclusion des Africains de leur propre terre est d'abord passé par le prétexte fallacieux de « protection de la nature » mis en place par l'administration coloniale, d'où la première phase d'accaparement des ressources naturelles, notamment les sols. Dans certaines contrées de l'Afrique, c'est plutôt la mission dite civilisatrice qui s'en est chargée en apprenant

les Africains à prier les yeux fermés avec la Bible, quand ces derniers ont ouvert les yeux, les missionnaires se sont appropriés les terres des autochtones qui se sont retrouvés avec la Bible, pour paraphraser Jomo Kenyatta. Ensuite, les États postcoloniaux africains avec leurs partenaires commerciaux ont lourdement participé à la marginalisation de la paysannerie féminine africaine tout en étouffant les potentialités de croissance d'une économie basée sur les ressources naturelles qui aurait été susceptible de hausser de façon structurelle le niveau de vie des populations. La femme africaine se rend compte que ses activités traditionnelles : aller chercher du bois, de l'eau, cultiver la terre sans pesticides afin d'assurer la substance quotidienne sont devenues aujourd'hui presque inexistantes dans la mesure où elles sont supplées par la commercialisation de l'activité agricole, impliquant l'accaparement des terres agricoles au profit des multinationales de l'agro business. Greta Gaard et Lori Gruen, soutiennent cette idée, rapportant avec beaucoup plus de détails, que la femme africaine réalise plus de 60 pourcent du travail agricole, et 60 à 80 pourcent de la production de nourriture, entretenant de surcroît la biodiversité ; contrairement à la généralisation de la production agricole qui appauvrit la nature avec l'uniformisation des semences et l'usage des produits chimiques fertilisants à outrance.

L'autre calvaire psychologique que la femme africaine subit est qu'elle est directement portée pour responsable des aléas climatiques actuels, dus en partie à son fort taux de natalité incontrôlé, qui oblige la biosphère à offrir plus que ce qu'elle ne devrait à l'humanité ; ce qui est susceptible de mener cette dernière à sa fin. Cette thèse qui met en relation la survie climatique, économique et sociale avec la limitation de la naissance, vue comme une arme de destruction massive contre l'environnement, a été défendue depuis le premier sommet du climat tenu en 1992 à Rio. Rejeter une telle théorie reviendrait à manquer d'objectivité ; mais il faut néanmoins comprendre que ce dérèglement climatique est en grande partie dû à l'industrialisation massive, à l'avènement des nouvelles technologies qui sont toutes incarnées par le capitalisme industriel boulimique et destructeur de la nature ; que le contrôle des naissances ne fait point partie de l'écosystème culturel, social et religieux des femmes africaines ; et que la nature, selon la conception lucrécienne, est dynamisme, production d'ordre où les hommes ont une place. Pour défendre leurs activités traditionnelles, bon nombre de mouvements écoféministes dans des pays du Sud, notamment d'Afrique a donné une dimension politique à ces activités domestiques et lutte contre la dégradation de l'environnement afin d'instaurer plus de justice et de démocratie.

2. La « Ceinture Verte » de Wangari Maathai et son héritage C'est en 1977, lors de la journée de la Terre qu'elle décide de se lancer dans la lutte pour les droits des femmes, mais également pour la cause écologique. Elle plante sept arbres en hommage aux femmes engagées dans la défense de l'environnement au Kenya, et crée le mouvement Green Belt, « Ceinture Verte » qui a pour but de promouvoir le respect des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et de la démocratie. L'idée du Green Belt est de promouvoir également la biodiversité en replantant des arbres dans les zones déboisées du Kenya et plus largement d'Afrique, tout en participant activement à l'évolution du statut de la femme dans la société, en leur créant des emplois et en valorisant leur image. On estime que l'organisation a planté entre 30 et 40 millions d'arbres sur

toute l'étendue du continent. Etant très engagée pour la défense de l'environnement, elle s'oppose farouchement au régime du Président Daniel Arap Moi qui ambitionnait de réaliser un projet de construction d'une tour de soixante étages dans le parc national de Nairobi. L'érection de ce building que l'auteur kenyan Ngugi Wa Thiong'o, dans son roman *Wizard of the Crow* (2006) ironiquement appelle *Marching to Heaven* aurait détruit de nombreux arbres. Wangari gagne son combat écologique et pour la bonne gouvernance contre Moi, après plusieurs jours de manifestations qui lui ont valu un séjour carcéral. Son engagement s'illustre d'ailleurs dans ses propos : « Nos dirigeants doivent prendre en considération l'environnement et la démocratie qui sont les piliers essentiels dans l'équation de la paix »

(*Jeune Afrique*, 2005. C'est dans cette perspective que la contribution de Symphorien Ongolo et Alain Karsenty montre comment la faiblesse des Etats compromet sérieusement les chances de voir se mettre en place un système de mécanisme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts.

Cette citation « chaque arbre est le symbole vivant de la paix et de l'espoir », extraite de l'ouvrage *Celle qui plante les arbres* (2007) est pleine de sens dans la mesure où le concept de « paix » que procure l'arbre, fait souvent allusion à la fécondité, à l'abondance ; à la tranquillité de l'esprit et de l'âme qui sont des facteurs essentiels d'un monde équilibré, humanisé et parfaitement en harmonie avec lui-même. Le vocable « espoir » que génère un arbre renvoie ici à la notion du « développement durable », officialisée lors du sommet de Rio qui consiste à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ; évidemment tout en s'activant évidemment à protéger l'arbre, par extension, l'environnement tout entier. Et l'arbre qu'affectionne tant Wangari symbolise dans bien des cultures la permanence et la durabilité qui équivaldraient aux énergies renouvelables (éoliennes, solaires, hydrauliques, biomasses, géothermiques, biométhanés) susceptibles de promouvoir la *Green economy*, l'économie verte, une mise en œuvre concrète du « développement durable » qui entraîne l'amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie des ressources.

Parlant d'équité sociale, ou de justice sociale, des concepts qu'on trouve aujourd'hui dans les champs définitionnels de l'« économie verte » ou du développement durable, Wangari et son Green Belt Movement l'avait déjà inscrit dans leur combat écologique. Wangari a défendu les femmes disant qu'elles avaient droit au même traitement que les hommes, comme elle soutenait que les chômeurs avaient autant droit à un travail que n'importe quel autre être humain.). Son impulsion environnementaliste et sociale a créé autour d'elle des émules dans les pays voisins notamment en Ouganda, en Tanzanie et en Ethiopie, revivifiant ainsi sa fibre panafricaine. Avec beaucoup d'à-propos, Wangari, lance dans son essai intitulé *The Challenge for Africa*, le discours fédérateur du développement durable endogène du continent : « L'Afrique ne doit pas être dépendante du reste du monde. Chaque

Africain, chaque Africaine, peut jouer un rôle à son niveau. C'est ce que je fais en plantant des arbres » (p. 67). À côté des nombreuses récompenses telles que le prix Nobel de la Paix qu'elle a

eu grâce à son dévouement pour la protection de l'environnement et la bonne gouvernance, il serait intéressant de voir qu'est-ce qui reste de l'héritage de la maman *miti*, la mère des arbres.

Le 3 mars qui est la journée africaine de l'environnement est aussi une journée en hommage à Wangari, montrant que son esprit est bien présent, au-delà même du Kenya. Aujourd'hui le mouvement compte environ 2500 « green volunteers ». Dans la forêt des Aberdares, à quelques kilomètres de Nairobi, la rivière Chania a repris son cours grâce à l'un des programmes du Mouvement de la « ceinture verte », après des années difficiles où elle était sur le point de s'assécher. Depuis 2011, le mouvement s'est étoffé, mettant en place un « institut Wangari Maathai » en partenariat avec l'université de Nairobi afin de former des étudiants en transitions énergétiques et dans le maniement des kits d'énergies renouvelables.

Green Belt poursuit toujours ses activités de reboisement et de protection de la nature même si ce n'est plus avec la même envergure. De surcroît, il faut dire que l'impulsion écologique de Wangari a inspiré bon nombre de femmes dans le continent qui ont jugé vital d'épouser, surtout dans le contexte d'urgence climatique et d'extraction excessive des ressources naturelles de l'Afrique, son idéologie verte. C'est ainsi que la jeune kenyane Ruth Nyambara, avec son mouvement *African Ecofeminist Collective*, dénonce ouvertement et dans un style très radical le capitalisme industriel à travers les multinationales occidentales ; critique la gestion des ressources des dirigeants africains tout en imaginant un monde plus équitable. La pertinence de son militantisme écologique s'inscrit dans le contexte où l'écologie politique africaine se trouve dans une piètre situation où on observe un manque criard de proactivité des mouvements sociaux qu'ils soient affilés ou non aux États, et par le manque même de dénonciation et de diffusion de messages environnementaux.

Il y a également *WoMin* un mouvement écoféministe africain créé en 2013 qui se focalise principalement sur l'extractivisme, qui selon ces écoféministes, a des impacts particuliers sur la santé, le travail, les moyens de subsistance et la vie des paysannes et de la classe ouvrière à cause des gaz à effet de serre que dégagent les combustibles fossiles.

L'ironie du sort est que certaines institutions financières qui injectent des milliards dans les différents sommets du climat, sont pourtant en première ligne dans les campagnes d'extraction destructive des ressources naturelles africaines. La Banque Mondiale, par exemple, finance à hauteur de 3,75 milliards de dollars la centrale à charbon de Medupi en Afrique du Sud, quatrième centrale au monde qui produit 25 millions de tonnes de CO₂, par an. (*Politis*, 21 Octobre 2010) Les femmes de *WoMin* luttent pour une justice climatique et écologique ; une justice énergétique ; une justice alimentaire ; une justice de genre. En Ouganda, les femmes de la Banque de Semences communautaire de

Kizibi préservent la biodiversité locale face à la commercialisation des semences par les multinationales. Les banques de semences communautaires jouent un rôle clé dans la conservation des variétés de cultures, qui contribuent à la sécurité alimentaire, à l'agriculture durable et à la biodiversité agricole. La plupart des banques de semences sont gérées par des communautés agricoles, ce qui permet aux agriculteurs de partager les connaissances et les

responsabilités traditionnelles dans la gestion et l'entretien de la banque de semences. Il est à constater que le contrôle commercial des semences sur le continent commence réellement à gagner du terrain à cause des actions financées par les multinationales qui s'activent à ce que les États africains autorisent la réglementation des semences sélectionnées. Ces graines hybrides sont uniquement choisies pour booster le rendement agricole. Ceci devient problématique dans la mesure où ces semences hybrides, une fois plantées, ne peuvent plus être réutilisées. Les agricultrices sont les gardiennes actives des variétés de cultures traditionnelles et jouent souvent un rôle fondamental dans la gestion et l'entretien des banques de semences. Dans de nombreux cas, leur participation et leur implication dans les activités de la banque de semences communautaire contribuent à leur autonomisation économique en leur donnant la possibilité d'interagir avec les acheteurs et jouent également un rôle majeur dans les réunions et la prise de décision au sein de la banque de semences. Mariama Sonko, à travers le mouvement écoféministe *We are the solution* (2011), présent dans six autres pays d'Afrique de l'Ouest, notamment au Burkina Faso, au Mali, etc., est en train de développer une conscience agro écologique et s'active de surcroît dans la reconquête de l'autonomie semencière. Cet écoféminisme postcolonial africain de subsistance et de survie, que certaines philosophes écoféministes qualifient même de vernaculaire, reste sans ambages le seul type d'écoféminisme qui ne nuit pas à l'intégrité de l'environnement ; qui ne participe pas à la mise à mort des sociétés paysannes de l'Afrique.

Conclusion

Aujourd'hui, on peut affirmer que Wangari, malgré sa réputation internationale pour son rôle environnementaliste, de militante sociale de terrain et d'ancienne députée au parlement kenyan, avait à peine effleuré les cimes qu'elle pouvait réellement atteindre n'eut été les intimidations, les menaces, les jalousies et d'une certaine indifférence de ses pairs écoféministes occidentaux. Wangari est rarement nommée, reconnue à sa juste valeur dans les critiques écoféministes. On la préfère souvent aux « écoféministes de bibliothèques américaines ». Et l'histoire a clairement démontré qu'aucune femme n'a fait mieux que Wangari en termes de combat environnemental et de justice sociale.

Même si l'écologie politique en Afrique a été enclenchée par le pillage du continent, il faut dire que cette situation s'empire avec l'achat des terres africaines par les multinationales qui a déjà pris une proportion inquiétante non seulement pour les femmes aux impératifs éthico-écologiques, mais pour toute la planète et engendrait à la fois une injustice climatique et alimentaire. Les États africains, à cause de leur faiblesse coupable ont permis la spoliation des forêts, des terres et des ressources africaines ; ils ont fait de sorte que l'Afrique soit devenue le nouvel espace de déploiement et d'accaparement au grand mépris de la nature, du climat, et des mouvements écoféministes et écologiques. Dans ce contexte d'urgence climatique, la responsabilité de tous est engagée, car un malheur, comme le dit l'adage, ne vient jamais seul : lorsque la planète se réchauffe, lorsque les pluies se font rares, lorsque le niveau des mers augmente à telle enseigne de provoquer des érosions côtières, lorsque les espèces maritimes et

florales se raréfient, c'est tout le monde qui en subit les impacts calamiteux. De ce fait, seule la résilience permettra aux écosystèmes dégradés de retrouver relativement leur intégrité écologique initiale.

Bibliographie

BURGAT-GOUTAL, Jeanne. « L'écoféminisme et la France : une inquiétante étrangeté » in *CITES*, 2018, (N° 73), pages 67-80 COQUERY-VIDRIOVICH, Catherine. « Ecologie et Histoire en

Afrique noire. » in *Histoire, économie & société*, 1997, pp-483-504.

D'EAUBONNE, Françoise. *Le féminisme ou le mort*, Paris, Flammarion, 2018.

GAARD, Greta et GRUEN, Lori, «Ecofeminism: Towards Global Justice and Planetary Health», in *Society & Nature*, 2 (1993), 1-35.

GROVE, H, Roger, *Green Imperialism: Colonial Expansion, Tropical and the Origins of Environmentalism Island Edens, 1600-1860*. Cambridge : Cambridge University Press, 1995.

MAATHAI, Wangari, *Celle qui plante les arbres*. Paris : Editions Eloïse d'Ormesson ; traduit de l'anglais kenyan par Isabelle Taudière, 2007. *The challenge for Africa*, South Africa: Penguin Books, 2008.

The Green Belt Movement: Sharing the Approach and the Experience. Lantern Books, 2004.

ONGOLO, Symphorien et KARSENTY, Alain, «Can "fragile states" decide to reduce their deforestation? The inappropriate use of the theory of incentives with respect to the REDD mechanism» in *Forest Policy and Economics* (2011), doi:10.1016/j.forpol.2011.05.006.

PLUMWOOD, Val, *Feminism and the mastery of nature*, London & New York: Routledge, 1998.